

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27190]

**10 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les articles 15, 17 et 48;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, donné le 6 mai 2015;

Vu le rapport du 18 mai 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.621/4 du Conseil d'État, donné le 23 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° administration : la Direction de la Chasse et de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° décret du 27 mars 2014 : le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques.

Art. 2. § 1^{er}. Une fédération de pêche peut être agréée en tant que fédération de pêche agréée de sous-bassin si :

1° elle rassemble des sociétés de pêche qui sont titulaires de droit de pêche ou présentes et actives sur les voies hydrauliques dans le sous-bassin concerné;

2° elle répond aux conditions fixées par l'article 15, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, du décret du 27 mars 2014;

3° aucune de ses sociétés de pêche membres ne possède plus de la moitié des voix à l'assemblée générale;

4° elle s'engage à respecter les conditions fixées par l'article 15, alinéa 1^{er}, 6° et 7°, du décret du 27 mars 2014, ainsi qu'à communiquer à l'administration, dans les trente jours suivant leur adoption, les procès-verbaux de ses assemblées générales et tout changement au niveau de ses statuts;

5° elle n'a pas fait l'objet d'une décision de retrait d'agrément en application de l'article 5, § 5, dans les deux années précédant sa demande d'agrément.

En outre, dans le cas où la demande d'agrément fait suite à la disparition de la fédération de pêche agréée existante ou au retrait de l'agrément de celle-ci en application de l'article 5, § 5, la fédération de pêche qui sollicite l'agrément réunit au moins la moitié des sociétés de pêche qui étaient membres de la fédération de pêche agréée précédemment ou la moitié de l'ensemble des pêcheurs affiliés à ces sociétés de pêche.

§ 2. Au sens de l'article 15, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 27 mars 2014, la fédération de pêche dont les statuts assurent à chacune de ses sociétés une représentativité identique à l'assemblée générale ou, sans préjudice du paragraphe 1^{er}, 3°, une représentativité proportionnelle au nombre de pêcheurs affiliés à la société de pêche ou à la longueur des parcours de pêche de la société de pêche, est d'office considérée comme assurant une représentativité équitable de chacune de ses sociétés de pêche membres au sein de son assemblée générale.

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée à l'administration au moyen du formulaire repris en annexe 1^{re} et est accompagnée de la liste des sociétés membres de la fédération de pêche à la date de la demande d'agrément, avec l'indication pour chacune d'entre elles du nombre de pêcheurs affiliés, des coordonnées d'une personne de contact et, le cas échéant, du siège social de la société.

Le formulaire de demande d'agrément est disponible sur le portail internet de la Wallonie, dont l'adresse est www.wallonie.be, sous la rubrique formulaire en ligne, ou sur simple demande adressée à l'administration.

Le Ministre peut adapter le formulaire de demande d'agrément.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande d'agrément dans les quinze jours suivant sa date de réception et invite la fédération de pêche à compléter sa demande si celle-ci s'avère incomplète. L'administration fixe le délai de réponse.

L'administration peut demander à disposer de la liste des pêcheurs affiliés aux sociétés de pêche membres de la fédération qui sollicite l'agrément, chaque pêcheur devant être identifié par son nom, son prénom et sa date de naissance.

§ 3. L'agrément est octroyé par le Ministre pour une durée indéterminée et fait l'objet d'un arrêté ministériel publié au *Moniteur belge*.

La liste à jour des fédérations de pêche agréées est disponible sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou sur simple demande adressée à l'administration.

Art. 4. Les demandes d'agrément introduites en 2015 sont adressées au plus tard dans les soixante jours qui suivent la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, conformément à la procédure décrite à l'article 3.

Si plusieurs fédérations de pêche posent leur candidature pour être désignées en tant que fédération de pêche agréée pour un même sous-bassin et remplissent les conditions fixées à l'article 2, l'agrément est octroyé de préférence à la fédération de pêche couvrant la plus grande étendue territoriale dans le sous-bassin concerné.

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre peut retirer l'agrément à une fédération de pêche agréée si celle-ci se trouve dans une des situations visées par l'article 17 du décret du 27 mars 2014 ou si celle-ci ne fait pas usage des aides financières reçues du Fonds, conformément à leur destination et aux règles qui ont été fixées en la matière.

§ 2. L'administration avertit la fédération concernée qu'elle se trouve dans une des situations susceptibles d'entraîner le retrait de son agrément et l'invite, dans un délai qu'elle fixe, à mettre en œuvre les actions correctrices qu'elle détermine.

Si, à l'expiration du délai imparti, la fédération de pêche agréée n'a pas mis en œuvre les actions correctrices demandées, le Ministre peut engager une procédure de retrait d'agrément.

§ 3. Si le Ministre décide d'entamer une procédure de retrait d'agrément, l'administration en informe la fédération par envoi recommandé, en lui indiquant les motifs de l'ouverture de cette procédure et en l'invitant à lui faire part, dans les trente jours à compter de la date qui suit celle de l'envoi recommandé, de ses moyens de défense écrits et de son souhait éventuel d'être entendue par le Conseil.

§ 4. Les membres du Conseil qui font partie d'une société de pêche membre de la fédération de pêche dont l'agrément est remis en question ne participent pas à la délibération du Conseil. Ils peuvent toutefois être entendus par le Conseil pour exposer oralement les moyens de défense de la fédération concernée, si celle-ci les mandate pour le faire en son nom.

L'avis du Conseil sur la proposition de retrait d'agrément est transmis par l'administration au Ministre et à la fédération concernée.

§ 5. Le Ministre informe la fédération de pêche agréée de sa décision dans les soixante jours à compter de la date de l'avis du Conseil.

En cas de retrait d'agrément, la décision précise la date à laquelle elle prend effet. Cette décision a notamment pour effet de rendre non éligibles au financement du Fonds toutes les dépenses effectuées à partir de cette date par la fédération de pêche et ses sociétés membres. Si les raisons du retrait de l'agrément sont uniquement imputables à la fédération, le Ministre peut décider de maintenir temporairement le bénéfice des aides financières du Fonds pour les sociétés membres, à condition qu'elles ne soient pas à l'origine des griefs formulés à l'encontre de la fédération.

La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge* et autorise une fédération de pêche rassemblant des sociétés de pêche titulaires de droits de pêche dans le sous-bassin concerné à solliciter son agrément en tant que fédération de pêche agréée du sous-bassin en question.

Art. 6. § 1^{er}. Les sociétés de pêche membres des fédérations de pêche agréées complètent et transmettent annuellement à leur fédération, entre le 1^{er} et le 31 janvier, le formulaire de l'annexe 2 qui reprend les informations visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 3^o, e), du décret du 27 mars 2014, mises à jour au 31 décembre de l'année précédente.

Chaque fédération de pêche agréée détermine la façon dont ses sociétés transmettent le formulaire de l'annexe 2.

§ 2. Les fédérations de pêche agréées complètent et transmettent annuellement à l'administration entre le 1^{er} et le 28 février ou le 29 février si l'année est une année bissextile, le formulaire de l'annexe 3 et les annexes qu'il prévoit, qui reprennent les informations visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 27 mars 2014.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par simple envoi, déposés en mains propres à l'administration ou par envoi électronique.

§ 3. Le Ministre peut adapter les formulaires repris aux annexes 2 et 3.

§ 4. A partir du 1^{er} mars 2017, le Ministre peut prendre les dispositions nécessaires afin que les fédérations de pêche agréées puissent communiquer uniquement les seuls changements par rapport aux informations transmises l'année précédente.

Art. 7. Sauf disposition contraire et à peine d'irrecevabilité, tout envoi visé par le présent arrêté est réalisé par :

- 1° envoi recommandé;
- 2° envoi par des sociétés privées contre accusé de réception;
- 3° dépôt contre récépissé.

Art. 8. A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 2015, le Conseil est le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Pêche.

Art. 9. Les articles 15, 16, 17 et 48 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques entrent en vigueur à la même date que le présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 1

Formulaire de demande d'agrément en tant que fédération de pêche agréée de sous-bassin
(à compléter et à renvoyer avec ses annexes à l'administration)

Acte de candidature d'une fédération de pêche à l'agrément en tant que fédération de pêche de sous-bassin en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche
--

A. Informations concernant le demandeur

1. Nom du sous-bassin pour lequel la fédération de pêche sollicite l'agrément :	
2. Dénomination complète et adresse du siège social de la fédération de pêche :	
- Nom :	
- Adresse :	
3. Date de création de l'association de fait précédant sa constitution en ASBL* :	
4. Date de création de l'ASBL :	
5. Numéro d'identification de l'ASBL (n° BCE) :	
6. Nombre de sociétés de pêche actuellement membres de l'ASBL :	
7. Nombre de pêcheurs personnes physiques membres des sociétés de pêche visées sous 6 :	
8. Coordonnées à utiliser de préférence pour contacter la fédération de pêche :	
a) - Nom et fonction :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	
b) - Nom et fonction :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	

* si applicable

B. Déclarations sur l'honneur et engagements

- 1° Nous déclarons sur l'honneur que notre ASBL ne compte pas, parmi ses représentants visés à l'article 2, 7°, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, de personnes faisant l'objet d'une condamnation pénale produisant encore des effets, infligée il y a moins de cinq ans par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des infractions commises à la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à la loi du 28 février 1882 sur la chasse.
- 2° Nous déclarons sur l'honneur que notre ASBL est en ordre au niveau des formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (statuts, publications, dépôt des comptes, ...).
- 3° En cas d'agrément, nous nous engageons à fournir annuellement à l'administration les informations visées à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche.
- 4° En cas d'agrément, nous nous engageons à collaborer à la mise en œuvre du plan de gestion piscicole et halieutique de notre sous-bassin dès que celui-ci aura été approuvé par le Gouvernement en application de l'article 27 du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques.
- 5° En cas d'agrément, nous nous engageons à communiquer à l'administration, dans les trente jours calendrier suivant leur adoption, les procès-verbaux de nos assemblées générales, ainsi que tout changement au niveau de nos statuts.

Fait à , le

Au nom de l'ASBL,

Signature du Président

Signature d'un administrateur

Signature d'un administrateur

(nom et prénom)

(nom et prénom)

(nom et prénom)

Pièces à joindre :

- Obligatoire : liste des sociétés de pêche membres de la fédération.
- Facultatif : copie des statuts coordonnés en vigueur à la date de la demande d'agrément.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 2

Formulaire de déclaration annuelle des sociétés de pêche

(formulaire à compléter et à renvoyer chaque année à la fédération de pêche agréée, entre le 1^{er} et le 31 janvier)

Informations mises à jour au 31 décembre de l'année écoulée à transmettre annuellement à la fédération de pêche agréée par les sociétés de pêche en exécution de l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche

1. Données d'identification de la société de pêche

Dénomination de la société de pêche :	
Numéro d'identification (n° BCE) de l'entreprise * :	
Nombre de pêcheurs membres de la société de pêche :	
Représentant de la société de pêche :	
- Nom et fonction :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	
Personne ayant rempli la présente déclaration ** :	
- Nom et fonction :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	

* Si la société est constituée en ASBL

** Si différente du représentant de la société de pêche

2. Description des parcours de pêche de la société

2.1. Cours d'eau

(Remplir un tableau par cours d'eau)

Nom du cours d'eau :			
Rive droite (de l'amont vers l'aval)	Coordonnée GPS du point amont	Coordonnée GPS du point aval	Longueur de la rive entre les 2 points (mètres)
Tronçon 1			
Tronçon 2			
...			
Longueur totale en rive droite (mètres) :			
Rive gauche (de l'amont vers l'aval)	Coordonnée GPS du point amont	Coordonnée GPS du point aval	Longueur de la rive entre les 2 points (mètres)
Tronçon 1			
Tronçon 2			
...			
Longueur totale en rive gauche (mètres) :			
Longueur totale (rive droite + rive gauche) sur le cours d'eau (mètres) :			

2.2. Pièces d'eau soumises au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

	Dénomination	Commune de situation	Surface (ares)	Coordonnées GPS du point de sortie de la pièce d'eau
Pièce d'eau 1				
Pièce d'eau 2				
...				
Etendue totale des pièces d'eau (ares) :				

Date :

(Signature du représentant de la société de pêche)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 3

Formulaire de déclaration annuelle des fédérations de pêche agréées

(formulaire à compléter et à renvoyer chaque année à l'administration, entre le 1^{er} et le 28 ou 29 février)

Informations mises en jour au 31 décembre de l'année écoulée à transmettre annuellement à l'administration par les fédérations de pêche agréées en exécution de l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche

1. Données d'identification de la fédération de pêche agréée

Dénomination de la fédération :	
Numéro d'identification (n° BCE) de l'entreprise :	
Nombre de sociétés de pêche affiliées à la fédération :	
Nombre de pêcheurs membres des sociétés de pêche affiliées à la fédération :	
Longueur totale de simple rive des parcours de pêche dont la fédération et ses sociétés sont titulaires du droit de pêche (mètres) :	
Surface totale des pièces d'eau dont la fédération et ses sociétés sont titulaires du droit de pêche (ares) :	
Président de la fédération de pêche agréée :	
- Nom :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	
Personne ayant rempli la présente déclaration * :	
- Nom :	
- Adresse postale :	
- Numéro de téléphone :	
- Email :	

* Si différente du président de la fédération de pêche agréée.

2. Liste des sociétés de pêche membres de la fédération et coordonnées de leurs représentants

Dénomination des sociétés	Coordonnées du responsable			
	Nom, prénom	Adresse postale	Téléphone	Email
Société 1				
Société 2				
...				

3. Description des parcours dont la fédération de pêche agréée est elle-même titulaire du droit de pêche

3.1. Cours d'eau

(Remplir un tableau par cours d'eau)

Nom du cours d'eau :			
Rive droite (de l'amont vers l'aval)	Coordonnée GPS du point amont	Coordonnée GPS du point aval	Longueur de la rive entre les 2 points (mètres)
Tronçon 1			
Tronçon 2			
...			
Longueur totale en rive droite (mètres) :			
Rive gauche (de l'amont vers l'aval)	Coordonnée GPS du point amont	Coordonnée GPS du point aval	Longueur de la rive entre les 2 points (mètres)
Tronçon 1			
Tronçon 2			
...			
Longueur totale en rive gauche (mètres) :			
Longueur totale (rive droite + rive gauche) sur le cours d'eau (mètres) :			

3.2. Pièces d'eau soumises au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques

	Dénomination	Commune de situation	Surface (ares)	Coordonnées GPS du point de sortie de la pièce d'eau
Pièce d'eau 1				
Pièce d'eau 2				
...				
Etendue totale des pièces d'eau (ares) :				

4. Documents à joindre

Copie des formulaires complétés par les sociétés de pêche affiliées à la fédération.

Date :

(Signature du président de la fédération de pêche agréée)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27190]

10. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 15, 17 und 48;

Aufgrund des am 6. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Wallonischer hoher Rat für den Fischfang);

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. Mai 2015;

Aufgrund des am 23. Juni 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.621/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Dekret vom 27. März 2014: das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen.

Art. 2 - § 1. Ein Fischereiverband kann als zugelassener Fischereiverband eines Zwischeneinzugsgebiets zugelassen werden, wenn:

1° er Fischfangsgesellschaften vereinigt, die über das Fischereirecht verfügen oder auf den Wasserwegen in dem betroffenen Zwischeneinzugsgebiet präsent und aktiv sind;

2° er die durch Artikel 15 Absatz 1 Ziffern 1 bis 5 des Dekrets vom 27. März 2014 festgelegten Bedingungen erfüllt;

3° keine der ihm angehörenden Fischfangsgesellschaften über mehr als die Hälfte der Stimmen in der Generalversammlung verfügt;

4° er sich verpflichtet, die durch Artikel 15 Absatz 1 Ziffern 6 und 7 des Dekrets vom 27. März 2014 festgelegten Bedingungen einzuhalten, sowie der Verwaltung die Protokolle seiner Generalversammlungen innerhalb von dreißig Tagen nach deren Genehmigung zu übermitteln und ihr jegliche Änderung seiner Satzungen mitzuteilen;

5° er in den zwei Jahren vor seinem Zulassungsantrag nicht Gegenstand eines Beschlusses zum Entzug der Zulassung in Anwendung des Artikels 5 § 5 gewesen ist.

Falls der Zulassungsantrag im Anschluss an die Auflösung des bestehenden zugelassenen Fischereiverbands oder den Entzug seiner Zulassung in Anwendung des Artikels 5 § 5 eingereicht wird, muss der Fischereiverband, der die Zulassung beantragt, außerdem mindestens die Hälfte der Fischfangsgesellschaften, die dem früher zugelassenen Fischereiverband angehörten, oder die Hälfte aller Angler und Fischer, die Mitglied dieser Fischfangsgesellschaften sind, umfassen.

§ 2. Im Sinne des Artikels 15 Absatz 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 27. März 2014 wird davon ausgegangen, dass der Fischereiverband, dessen Satzungen jeder der Gesellschaften, die ihm angehören, eine identische Vertretung oder unbeschadet von § 1 Ziffer 3 eine Vertretung im Verhältnis zu der Anzahl der Angler und Fischer, die Mitglied der Fischfangsgesellschaft sind, oder zu der Länge der Angelstrecken der Fischfangsgesellschaft gewährleisten, von Amts wegen jeder seiner angehörigen Fischfangsgesellschaften eine ausgewogene Vertretung innerhalb seiner Generalversammlung gewährleistet.

Art. 3 - § 1. Der Zulassungsantrag wird mittels des in Anlage 1 angeführten Formulars an die Verwaltung gerichtet. Diesem Antrag wird die Liste der Mitglieder des Fischereiverbands am Datum des Zulassungsantrags beigefügt, wobei für jede die Anzahl der angehörigen Angler und Fischer, die Angaben einer Kontaktperson und ggf. des Gesellschaftssitzes angegeben werden.

Das Formular zur Beantragung einer Zulassung ist auf dem Internet-Portal der Wallonie unter der Adresse www.wallonie.be (Rubrik "formulaire en ligne") oder auf einfache an die Verwaltung gerichtete Anfrage verfügbar.

Der Minister kann das Formular zur Beantragung einer Zulassung anpassen.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Zulassungsantrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und ersucht sie den Fischereiverband, seinen Antrag zu ergänzen, insofern dieser unvollständig ist. Die Verwaltung legt die Antwortfrist fest.

Die Verwaltung kann die Liste der Angler und Fischer verlangen, die Mitglied der Fischfangsgesellschaften sind, die dem die Zulassung beantragenden Fischereiverband angehören, wobei jeder Angler oder Fischer durch seinen Namen, seinen Vornamen und sein Geburtsdatum identifiziert werden muss.

§ 3. Die Zulassung wird von dem Minister für einen unbefristeten Zeitraum gewährt und ist Gegenstand eines im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Ministerialerlasses.

Die aktualisierte Liste der zugelassenen Fischfangsgesellschaften ist auf der Internetseite der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder auf einfache, an die Verwaltung gerichtete Anfrage verfügbar.

Art. 4 - Die 2015 eingereichten Zulassungsanträge werden spätestens innerhalb von 60 Tagen nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt nach dem in Artikel 3 beschriebenen Verfahren eingereicht.

Wenn mehrere Fischereiverbände eine Bewerbung zur Bezeichnung als zugelassener Fischereiverband für dasselbe Zwischeneinzugsgebiet einreichen und sie die in Artikel 2 festgelegten Bedingungen erfüllen, wird die Zulassung vorzugsweise dem Fischereiverband, der für die größte Fläche im betroffenen Zwischeneinzugsgebiet zuständig ist, gewährt.

Art. 5 - § 1. Der Minister kann einem zugelassenen Fischereiverband die Zulassung entziehen, wenn dieser sich in einer der in Artikel 17 des Dekrets vom 27. März 2014 erwähnten Situationen befindet oder wenn er die von dem Fonds bezogenen Finanzhilfen nicht gemäß deren Verwendungszweck und den in diesem Bereich festgelegten Bestimmungen einsetzt.

§ 2. Die Verwaltung teilt dem betroffenen Verband mit, dass er sich in einer der Situationen befindet, die zum Entzug seiner Zulassung führen können, und sie fordert ihn auf, die Korrekturmaßnahmen, die sie bestimmt, in einer von ihr festgelegten Frist durchzuführen.

Wenn der Fischereiverband nach Ablauf der eingeräumten Frist die erforderlichen Korrekturmaßnahmen nicht durchgeführt hat, kann der Minister ein Verfahren zum Zulassungsentzug einleiten.

§ 3. Wenn der Minister beschließt, ein Verfahren zum Zulassungsentzug einzuleiten, setzt die Verwaltung den Verband per Einschreiben davon in Kenntnis, wobei sie die Gründe für die Einleitung dieses Verfahrens erläutert und ihn auffordert, ihr innerhalb dreißig Tagen ab dem Datum nach dem des Einschreibens seine schriftlichen Verteidigungsmittel und ggf. seinen Wunsch, von dem Rat angehört zu werden, mitzuteilen.

§ 4. Die Mitglieder des Rates, die einer Fischfanggesellschaft angehören, die Mitglied des Fischereiverbands ist, dessen Zulassung in Frage gestellt wird, nehmen an der Beratung des Rates nicht teil. Sie können allerdings von dem Rat angehört werden, um die Verteidigungsgründe des betroffenen Verbands mündlich vorzubringen, wenn dieser sie beauftragt, dies in seinem Namen zu tun.

Das Gutachten des Rates über den Vorschlag zum Entzug der Zulassung wird dem Minister und dem betroffenen Verband von der Verwaltung übermittelt.

§ 5. Der Minister informiert den zugelassenen Fischereiverband über seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum des Gutachtens des Rates.

Im Falle eines Zulassungsentzugs gibt der Beschluss das Datum an, an dem er wirksam wird. Dieser Beschluss hat insbesondere zur Folge, dass alle von dem Fischereiverband und den ihm angehörenden Fischfanggesellschaften ab diesem Datum getätigten Ausgaben im Rahmen des Fonds nicht mehr förderfähig sind. Wenn die Gründe des Zulassungsentzugs nur auf den Verband zurückzuführen sind, kann der Minister beschließen, die Gewährung der Finanzhilfen des Fonds für die angehörigen Gesellschaften aufrechtzuerhalten, vorausgesetzt, dass die Beschwerdepunkte gegen den Verband nicht auf sie zurückzuführen sind.

Der Beschluss wird auszugsweise im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht und erlaubt einem Fischereiverband, der fischereiberechtigte Fischfanggesellschaften im betroffenen Zwischeneinzugsgebiet vertritt, eine Zulassung als zugelassener Fischereiverband des betreffenden Zwischeneinzugsgebiets zu beantragen.

Art. 6 - § 1. Die Fischfanggesellschaften, die den zugelassenen Fischereiverbänden angehören, füllen das Formular in Anlage 2 aus, das die in Artikel 15 Absatz 1 Ziffer 3 Buchstabe e) des Dekrets vom 27. März 2014 erwähnten, am 31. Dezember des vorigen Jahres aktualisierten Informationen enthält, und übermitteln es jährlich ihrem Verband zwischen dem 1. und 31. Januar.

Jeder zugelassene Fischereiverband bestimmt, wie seine Gesellschaften das Formular der Anlage 2 übermitteln.

§ 2. Die zugelassenen Fischereiverbänden füllen das Formular in Anlage 3 aus, das die in Artikel 15 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 27. März 2014 erwähnten Informationen enthält, und übermitteln es jährlich der Verwaltung zusammen mit darin vorgesehenen Anhängen zwischen dem 1. und dem 28. Februar bzw. dem 29. Februar, wenn es sich um ein Schaltjahr handelt.

Die in Absatz 1 erwähnten Unterlagen werden durch einfaches bzw. elektronisches Schreiben übermittelt oder bei der Verwaltung eingereicht.

§ 3. Der Minister kann die in den Anlagen 2 und 3 angeführten Formulare anpassen.

§ 4. Ab dem 1. März 2017 kann der Minister die notwendigen Maßnahmen treffen, damit die zugelassenen Fischereiverbände lediglich die gegenüber den im Vorjahr übermittelten Informationen erfolgten Änderungen mitteilen können.

Art. 7 - Unbeschadet einer anderslautenden Bestimmung und unter Gefahr der Unzulässigkeit erfolgt jede im vorliegenden Erlass erwähnte Einsendung durch:

- 1° Einschreiben;
- 2° Einsendung durch Privatgesellschaften gegen Empfangsbestätigung;
- 3° Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung.

Art. 8 - Übergangsweise und bis den 31. Dezember 2015 ist der Rat der "Conseil supérieur wallon de la Pêche", der durch Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2006 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la pêche" eingerichtet wurde.

Art. 9 - Die Artikel 15, 16, 17 und 48 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen treten am gleichen Datum in Kraft wie der vorliegende Erlass.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 1

**Ein Fischereiverband kann als zugelassener Fischereiverband
eines Zwischeneinzugsgebiets zugelassen werden, wenn:**
(das Formular ist auszufüllen und mitsamt den Anhängen der Verwaltung zurückzusenden)

Bewerbungsbogen eines Fischereiverbands für die Zulassung als Fischereiverband eines Zwischeneinzugsgebiets in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände

A. Informationen über den Antragsteller

1. Name des Zwischeneinzugsgebiets, für das der Fischereiverband die Zulassung beantragt:	
2. Vollständige Bezeichnung und Anschrift des Gesellschaftssitzes des Fischereiverbands:	
- Name:	
- Anschrift:	
3. Datum der Gründung der nichtrechtsfähigen Vereinigung vor deren Umwandlung in eine VoE*:	
4. Datum der Gründung der VoE:	
5. Identifikationsnummer der VoE (ZDU-Nr.):	
6. Anzahl der Fischfanggesellschaften, die derzeit Mitglied der VoE sind:	
7. Anzahl der Angler/Fischer (natürliche Personen), die Mitglied der unter Ziffer 6 erwähnten Fischfanggesellschaften sind:	
8. Vorzugsweise zu verwendende Angaben, um den Fischereiverband zu kontaktieren:	
a) - Name und Funktion:	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	
b) - Name und Funktion:	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	

* falls zutreffend

B. Ehrenwörtliche Erklärungen und Verpflichtungen

- 1° Wir erklären ehrenwörtlich, dass unsere VoE unter ihren Vertretern gemäß Artikel 2 Ziffer 7 des Gesetzes vom 27 Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen keine Personen zählt, gegen die eine vor weniger als fünf Jahren durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Verstößen gegen das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, das Gesetz vom 12 Februar 1973 über die Erhaltung der Natur und das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd verhängte noch wirksame strafrechtliche Verurteilung ergangen ist.
- 2° Wir erklären ehrenwörtlich, dass unsere VoE die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen vorgeschriebenen Modalitäten (Satzungen, Veröffentlichungen, Hinterlegung der Jahresabschlüsse...) erfüllt.
- 3° Im Falle der Zulassung verpflichten wir uns, der Verwaltung die in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände erwähnten Informationen jährlich zu erteilen.
- 4° Im Falle der Zulassung verpflichten wir uns, an der Ausführung des Fischzucht- und Fischereiplans unseres Zwischeneinzugsgebiets mitzuarbeiten, sobald dieser von der Regierung in Anwendung von Artikel 27 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen genehmigt worden ist.
- 5° Im Falle der Zulassung verpflichten wir uns, der Verwaltung die Protokolle unserer Generalversammlungen innerhalb von dreißig Tagen nach deren Genehmigung zu übermitteln und ihr jegliche Änderung unserer Satzungen mitzuteilen.

Geschehen zu, den

Im Namen der VoE,

Unterschrift des Vorsitzenden

Unterschrift eines Verwalters

Unterschrift eines Verwalters

(Name und Vorname)

(Name und Vorname)

(Name und Vorname)

Beizufügende Unterlagen:

- Obligatorisch: Liste der Fischfanggesellschaften, die dem Verband angehören.
- Fakultativ: Abschrift der am Datum des Zulassungsantrags geltenden koordinierten Satzungen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANLAGE 2

Formular für die jährliche Erklärung der Fischfanggesellschaften

(das Formular ist auszufüllen und dem zugelassenen Fischereiverband jedes Jahr zwischen dem 1. und dem 31. Januar zurückzusenden)

Am 31. Dezember des abgelaufenen Jahres aktualisierte Informationen, die dem zugelassenen Fischereiverband von den Fischfanggesellschaften in Ausführung des Artikels 6 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände jährlich mitzuteilen sind

1. Identifikationsangaben der Fischfanggesellschaft

Bezeichnung der Fischfanggesellschaft:	
Identifikationsnummer (ZDU-Nr.) des Unternehmens*:	
Anzahl der Angler/Fischer, die Mitglied der Fischfanggesellschaft sind:	
Vertreter der Fischfanggesellschaft:	
- Name und Funktion	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	
Person, die die vorliegende Erklärung ausgefüllt hat**:	
- Name und Funktion:	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	

* Wenn die Gesellschaft als VoE gegründet wurde

** Falls anders als der Vertreter der Fischfanggesellschaft:

2. Beschreibung der Angelstrecken der Gesellschaft

2.1. Wasserlauf

(Eine Tabelle pro Wasserlauf ausfüllen)

Name des Wasserlaufes:			
Rechtes Ufer (von flussaufwärts nach flussabwärts)	GPS-Koordinate des Punktes flussaufwärts	GPS-Koordinate des Punktes flussabwärts	Länge des Ufers zwischen den 2 Punkten (Meter)
Abschnitt 1			
Abschnitt 2			
...			
Gesamtlänge am rechten Ufer (Meter):			
Linkes Ufer (von flussaufwärts nach flussabwärts)	GPS-Koordinate des Punktes flussaufwärts	GPS-Koordinate des Punktes flussabwärts	Länge des Ufers zwischen den 2 Punkten (Meter)
Abschnitt 1			
Abschnitt 2			
...			
Gesamtlänge am linken Ufer (Meter):			
Gesamtlänge (rechtes Ufer + linkes Ufer) auf dem Wasserlauf (Meter):			

2.2. Wasserbecken, die dem Dekret des 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen unterliegen

	Bezeichnung	Gemeinde der Lage	Fläche (Are)	GPS-Koordinate des Austrittspunktes des Wasserbeckens
	Wasserbecken 1			
	Wasserbecken 2			
	...			
Gesamtfläche der Wasserbecken (Are):				

Datum:

(Unterschrift des Vertreters der Fischfanggesellschaft)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANLAGE 3

Formular für die jährliche Erklärung der zugelassenen Fischereiverbände (das Formular ist auszufüllen und der Verwaltung jedes Jahr zwischen dem 1. und dem 28. bzw. 29 Februar zurückzusenden)

Am 31. Dezember des abgelaufenen Jahres aktualisierte Informationen, die der Verwaltung von den zugelassenen Fischereiverbänden in Ausführung des Artikels 6 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände jährlich mitzuteilen sind

1. Identifikationsangaben des zugelassenen Fischereiverbands

Bezeichnung des Verbands:	
Identifikationsnummer (ZDU-Nr.) des Unternehmens:	
Anzahl der Fischfanggesellschaften, die dem Verband angehören:	
Anzahl der Angler/Fischer, die Mitglied der dem Verband angehörig Fischfanggesellschaften sind:	
Gesamtlänge des einzigen Ufers der Angelstrecken, für die der Verband und dessen Gesellschaften Inhaber eines Fischereirechtes sind (Meter):	
Gesamtfläche der Wasserbecken, für die der Verband und dessen Gesellschaften Inhaber eines Fischereirechtes sind (Ar):	
Vorsitzender des zugelassenen Fischereiverbands:	
- Name:	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	
Person, die die vorliegende Erklärung ausgefüllt hat*:	
- Name:	
- Postanschrift:	
- Telefonnummer:	
- E-Mail:	

* Falls anders als der Vorsitzende des zugelassenen Fischereiverbands.

2. Liste der Fischfanggesellschaften, die dem Verband angehören, und Angaben ihrer Vertreter

Bezeichnung der Gesellschaften	Angaben des Verantwortlichen			
	Name, Vorname	Postanschrift	Telefon	E-Mail
Gesellschaft 1				
Gesellschaft 2				
...				

3. Bezeichnung der Strecken, für die der zugelassene Fischereiverband selbst Inhaber eines Fischereirechtes ist

3.1. Wasserlauf

(Eine Tabelle pro Wasserlauf ausfüllen)

Name des Wasserlaufes:			
Rechtes Ufer (von flussaufwärts nach flussabwärts)	GPS-Koordinate des Punktes flussaufwärts	GPS-Koordinate des Punktes flussabwärts	Länge des Ufers zwischen den 2 Punkten (Meter)
Abschnitt 1			
Abschnitt 2			
...			
Gesamtlänge am rechten Ufer (Meter):			
Linkes Ufer (von flussaufwärts nach flussabwärts)	GPS-Koordinate des Punktes flussaufwärts	GPS-Koordinate des Punktes flussabwärts	Länge des Ufers zwischen den 2 Punkten (Meter)
Abschnitt 1			
Abschnitt 2			
...			
Gesamtlänge am linken Ufer (Meter):			
Gesamtlänge (rechtes Ufer + linkes Ufer) auf dem Wasserlauf (Meter):			

3.2. Wasserbecken, die dem Dekret des 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen unterliegen

	Bezeichnung	Gemeinde der Lage	Fläche (Ar)	GPS-Koordinate des Austrittspunktes des Wasserbeckens
Wasserbecken 1				
Wasserbecken 2				
...				
Gesamtfläche der Wasserbecken (Ar):				

4. Beizufügende Unterlagen

Abschrift der von den Fischfanggesellschaften, die dem Verband angehören, ausgefüllten Formulare.

Datum:

(Unterschrift des Vorsitzenden des zugelassenen Fischereiverbands)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27190]

10 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op de artikelen 15, 17 en 48;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Pêche » (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 6 mei 2015;

Gelet op het rapport van 18 mei 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 57.621,4 van de Raad van State, uitgebracht op 23 juni 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1^{er} eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie : de Directie Jacht en Visvangst van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° decreet van 27 maart 2014 : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.

Art. 2. § 1^{er}. Een hengelfederatie kan erkend worden als erkende hengelfederatie voor een onderstroomgebied als :

1° ze de hengilverenigingen samenbrengt die houder zijn van een visrecht of aanwezig en actief zijn op de waterwegen in het betrokken onderstroomgebied;

2° ze voldoet aan de voorwaarden vastgesteld bij artikel 15, lid 1, 1° tot 5°, van het decreet van 27 maart 2014;

3° geen enkele van haar aangesloten hengilverenigingen niet meer dan de helft van de stemmen in de algemene vergadering bezit;

4° ze zich ertoe verbindt de voorwaarden in acht te nemen, vastgesteld bij artikel 15, lid 1, 6° en 7°, van het decreet van 27 maart 2014, en de notulen van haar algemene vergaderingen, evenals elke wijziging in haar statuten, aan de administratie mede te delen;

5° ze niet het voorwerp is geweest van een beslissing tot intrekking van een erkenning overeenkomstig artikel 5, § 5, in een bestek van twee jaar voorafgaand aan de erkenning.

Daarnaast dient de erkenning aanvragende hengelfederatie, wanneer de erkenningsaanvraag volgt op de opheffing van de bestaande erkende hengelfederatie of op de intrekking van haar erkenning overeenkomstig artikel 5, § 5, minstens de helft van de hengilverenigingen die voordien aangesloten waren bij de voorheen erkende hengelfederatie of minstens de helft van alle hengelaars die bij die hengilverenigingen aangesloten zijn, onder haar hoede te hebben.

§ 2. In de zin van artikel 15, lid 1, 5°, van het decreet van 27 maart 2014 wordt de hengelfederatie die op grond van haar statuten elke aangesloten vereniging een identieke vertegenwoordiging in de algemene vergadering of, onverminderd § 1, 3°, een vertegenwoordiging in bedoelde vergadering in verhouding tot het aantal bij de hengilvereniging aangesloten hengelaars of tot de lengte van de hengelparcoursen van de hengilvereniging garandeert, van ambtswege beschouwd als een federatie die elke van haar aangesloten hengilverenigingen een juiste vertegenwoordiging garandeert in haar algemene vergadering.

Art. 3. § 1. De erkenningaanvraag wordt bij het bestuur ingediend middels het formulier in bijlage 1, samen met de lijst van de op de datum van de erkenningsaanvraag aangesloten hengilverenigingen, met vermelding, voor elke vereniging, van het aantal aangesloten hengelaars, de adresgegevens van een contactpersoon en, in voorkomend geval, de maatschappelijke zetel van de vereniging.

Het formulier voor de erkenningsaanvraag is beschikbaar op het webportaal van de Waalse overheid op de website www.wallonie.be, subrubriek on line-formulieren, of op eenvoudig verzoek gericht aan de administratie.

De Minister kan het formulier van de erkenningsaanvraag aanpassen.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangstdatum en vraagt de hengelfederatie om haar aanvraag aan te vullen indien deze onvolledig is. De administratie legt de antwoordtermijn vast.

De administratie kan erom verzoeken, de ledenlijsten te verkrijgen van de hengilverenigingen aangesloten bij de federatie die haar erkenning aanvraagt, waarbij elke hengelaar met naam, voornaam en geboortedatum geïdentificeerd moet worden.

§ 3. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur door de Minister toegekend, en maakt het voorwerp uit van een ministerieel besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De geactualiseerde lijst van de erkende hengelfederaties is raadpleegbaar op de website van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu of kan op eenvoudig verzoek, gericht aan de administratie, verkregen worden.

Art. 4. De erkenningsaanvragen, ingediend in 2015, worden uiterlijk binnen de zestig dagen volgend op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt volgens de procedure waarvan sprake in artikel 3.

Als er meerdere hengelfederaties zich kandidaat stellen om aangewezen te worden als erkende hengelfederatie voor éénzelfde onderstroomgebied en de voorwaarden vervullen, vastgesteld in artikel 2, wordt de erkenning bij voorkeur toegekend aan de hengelfederatie die in bedoeld onderstroomgebied het grootste territorium bestrijkt.

Art. 5. § 1. De Minister kan de erkenning intrekken van een erkende hengelfederatie als deze in één van de situaties, bedoeld bij artikel 17 van het decreet van 27 maart 2014, verkeert of als deze de financiële tegemoetkomingen van het Fonds niet aanwendt volgens de bestemming en de regels die terzake zijn vastgelegd.

§ 2. De administratie verwittigt de betrokken federatie dat ze in één van de situaties verkeert die aanleiding zouden kunnen geven tot intrekking van de erkenning en vraagt haar in een door de eerstgenoemde vastgestelde termijn de door haar opgelegde corrigerende acties te ondernemen.

Als de erkende hengelfederatie bij verstrijken van de opgelegde termijn de gevraagde corrigerende acties niet ondernomen heeft, kan de Minister een procedure tot intrekking van de erkenning aanvatten.

§ 3. Als de Minister beslist een procedure tot intrekking van de erkenning aan te vatten, licht de administratie de federatie daar bij aangetekend schrijven over in, geeft de redenen voor het aanvatten van die procedure op en verzoekt haar om eerstgenoemde, binnen de dertig dagen te rekenen van de dagtekening van het aangetekend schrijven, in te lichten over haar schriftelijke verweermiddelen en over haar mogelijkheid om desgewenst door de Raad gehoord te worden.

§ 4. Leden van de Raad die deel uitmaken van een hengelvereniging die aangesloten is bij de hengelfederatie die zich in een procedure van intrekking van erkenning bevindt, nemen niet deel aan de beraadslaging van de Raad. Ze mogen evenwel door de Raad gehoord worden om mondeling de verweermiddelen van betrokken federatie uit een te zetten als daartoe gemandateerd zijn.

Het advies van de Raad over het voorstel tot intrekking van de erkenning wordt door de administratie aan de Minister en aan de betrokken federatie overgemaakt.

§ 5. De Minister deelt zijn beslissing binnen de zestig dagen te rekenen van de datum van het advies van de Raad aan de hengelfederatie mee.

Bij intrekking van de erkenning wordt de datum waarin deze intrekking effect sorteert, in de beslissing nader bepaald. Deze beslissing heeft met name tot gevolg dat alle uitgaven die de hengelfederatie en haar aangesloten verenigingen vanaf deze datum heeft gemaakt, niet in aanmerking komen voor financiering door het Fonds. Als de redenen voor de intrekking van de erkenning enkel aan de federatie toe te schrijven zijn, kan de Minister beslissen om het voordeel van de financiële tegemoetkomingen van het Fonds tijdelijk te behouden voor de aangesloten verenigingen op voorwaarde dat zij niet zelf de oorzaak zijn van de bewaren geopperd ten overstaan van de federatie.

De beslissing wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en machtigt een overkoepelende hengelfederatie van hengelverenigingen die houder zijn van visrechten in het betrokken onderstroomgebied om haar erkenning aan te vragen als erkende hengelfederatie van het betrokken onderstroomgebied.

Art. 6. § 1. Het formulier van bijlage 2, waarin de gegevens opgenomen zijn, bedoeld in artikel 15, lid 1, 3°, e), van het decreet van 27 maart 2014, bijgewerkt op 31 december van het voorafgaande jaar, worden door de hengelverenigingen die aangesloten zijn bij de erkende hengelfederaties jaarlijks ingevuld en tussen 1 en 31 januari aan hun federatie overgemaakt.

Elke erkende hengelfederatie bepaalt de wijze waarop haar verenigingen het formulier van bijlage 2 indienen.

§ 2. Het formulier van bijlage 3 en de bijlagen die in genoemde bijlage zijn voorzien, waarin de gegevens opgenomen zijn, bedoeld in artikel 15, lid 1, 6°, van het decreet van 27 maart 2004, worden door de erkende hengelverenigingen jaarlijks ingevuld en tussen 1 en 28 februari (29 februari in een schrikkeljaar) aande administratie overgemaakt.

De wijze van indiening van de documenten bedoeld in lid 1 zijn de eenvoudige zending, de neerlegging bij de administratie of de digitale verzending.

§ 3. De Minister kan de formulieren bedoeld in de bijlagen 2 en 3 aanpassen.

§ 4. Vanaf 1 maart 2017 kan de Minister de nodige maatregelen nemen om de erkende hengelfederaties enkel de gegevens te laten mededelen, die ten opzichte van de gegevens, ingediend het voorafgaande jaar, wijzigingen ondergingen.

Art. 7. Behoudens andersluidende bepaling en op straffe van onontvankelijkheid wordt elke zending, bedoeld bij dit besluit, op volgende wijze verricht :

- 1° bij aangetekend schrijven;
- 2° zending door privé-bedrijven tegen ontvangstbericht;
- 3° neerlegging tegen ontvangstbewijs.

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel en tot 31 december 2015 is de Raad, de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" zoals ingesteld bij artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2006 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche".

Art. 9. De artikelen 15, 16, 17 en 48 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, treden op dezelfde datum in werking als dit besluit.

Art. 10. De Minister bevoegd voor visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 1

Formulier voor de aanvraag tot erkenning als erkende hengelfederatie voor een onderstroomgebied :
(in te vullen en op te sturen naar de administratie, samen met de bijlagen)

Kandidatuurstelling van een hengelfederatie voor de erkenning als hengelfederatie van een onderstroomgebied ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties

A. Informatie over de aanvrager

1. Naam van het onderstroomgebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd :	
2. Volledige benaming en adres van de maatschappelijke zetel van de hengelfederatie :	
Naam	
Adres	
3. Datum van oprichting van de feitelijke vereniging voordat ze een vzw werd* :	
4. Datum van oprichting van de vzw :	
5. Identificatienummer van de vzw (nr. KBO) :	
6. Aantal nu bij de vzw aangesloten hengilverenigingen :	
7. Aantal hengelaars (natuurlijke personen) die lid zijn van de hengilverenigingen bedoeld onder 6 :	
8. Adresgegevens, bij voorkeur te gebruiken om de hengelfederatie te contacteren :	
- Naam en functie :	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	
b) - Naam en functie :	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	

* Indien van toepassing

B. Verklaringen op erewoord en verbintenissen

- 1° Wij verklaren op erewoord dat onze vzw onder zijn vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2, 7°, van de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en personen tellen die het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke veroordeling die nog uitwerking heeft, opgelegd sinds minder dan vijf jaar door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan voor overtredingen gepleegd onder de gelding van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, het decreet van 27 maart 2014 de wet van 12 juli 2013 op het natuurbehoud en de jachtwet van 28 februari 1882.
- 2° Wij verklaren op erewoord dat onze vzw in orde is met de formaliteiten van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen (statuten, bekendmakingen, indiening van rekeningen, ...).
- 3° In geval van erkenning verbinden we ons ertoe, de administratie jaarlijks de gegevens over te maken, bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties.
- 4° In geval van erkenning verbinden we ons ertoe mee te werken aan het beheersplan voor visvangst en visbestanden in ons onderstroomgebied zodra dit plan door de Regering is goedgekeurd overeenkomstig artikel 27 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren.
- 5° In geval van erkenning verbinden we ons ertoe de administratie binnen de dertig kalenderdagen volgend op de aanneming ervan de notulen van onze algemene vergaderingen en iedere wijziging in onze statuten mede te delen.

Opgemaakt te , op

In naam van de VZW,

Handtekening van de Voorzitter

Handtekening van een bestuurder

Handtekening van een bestuurder

(naam en voornaam)

(naam en voornaam)

(naam en voornaam)

Bijlagen :

- Verplicht : Lijst van de federatie aangesloten hengilverenigingen.

- Facultatief : Afschrift van de gecoördineerde statuten geldend op datum van de erkenningsaanvraag.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningregeling van de hengelfederaties.

Namen, 10 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 2

Jaarlijks aangifteformulier hengilverenigingen

(Formulier jaarlijks in te vullen en terug te sturen naar de erkende hengelfederatie, tussen 1 en 31 januari)

Gegevens, geactualiseerd op 31 december van het afgelopen jaar, jaarlijks over te maken door de hengilverenigingen aan de hengelfederatie ter uitvoering van artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties

1. Identificatiegegevens van de hengilvereniging

Benaming van de hengilvereniging	
Identificatienummer van de vzw (nr. KBO) :	
Aantal bij de hengilvereniging aangesloten hengelaars :	
Vertegenwoordiger van de hengilvereniging :	
- Naam en functie :	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	
Persoon die deze aangifte ingevuld heeft ** :	
- Naam en functie :	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	

* Als de vereniging als vzw is opgericht

** Indien verschillend van de vertegenwoordiger van de hengilvereniging

2. Omschrijving hengelparcoursen van de vereniging

2.1. Waterlopen

(Eén tabel per waterloop invullen)

Naam van de waterloop :			
Rechteroever (stroomopwaarts naar stroomafwaarts)	GPS-coördinaten van punt stroomopwaarts	GPS-coördinaten van punt stroomafwaarts	Lengte van de oever tus- sen deze twee punten (meters)
Traject 1			
Traject 2			
...			
Totale lengte op de rechteroever (meters) :			
Linkeroever (stroomopwaarts naar stroomafwaarts)	GPS-coördinaten van punt stroomopwaarts	GPS-coördinaten van punt stroomafwaarts	Lengte van de oever tus- sen deze twee punten (meters)
Traject 1			
Traject 2			
...			
Totale lengte op de linkeroever (meters) :			
Totale lengte (rechteroever + linkeroever) op de waterloop (meters) :			

2.2. Watervlakken vallend onder het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren

	Benaming	Gemeente waarin watervlak gelegen is	Oppervlakte (are)	GPS-coördinaten van afvoer water uit watervlak
	Watervlak 1			
	Watervlak 2			
	...			
Totale opp. watervlakken (are) :				

Datum :

(Handtekening vertegenwoordiger van de hengelfederatie)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningregeling van de hengelfederaties.

Namen, 10 september 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 3

Jaarlijks aangifteformulier erkende hengelfederaties

(Formulier jaarlijks in te vullen en terug te sturen naar de administratie, tussen 1 en 28/29 februari)

Gegevens, geactualiseerd op 31 december van het afgelopen jaar, jaarlijks over te maken door de hengelfederaties aan de administratie ter uitvoering van artikel 6, § 2 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties

1. Identificatiegegevens van de erkende hengelfederatie

Benaming van de federatie :	
Identificatienummer van de vzw (nr. KBO) :	
Aantal verenigingen aangesloten bij de hengelfederatie :	
Aantal hengelaars aangesloten bij hengelfederaties die aangesloten zijn bij de federatie :	
Totale lengte van enkele oever van de hengelparoursen waarvan de federatie en haar verenigingen houder zijn van het visrecht (meters) :	
Totale lengte van de watervlakken waarvan de federatie en haar verenigingen houder zijn van het visrecht (are) :	
Voorzitter van de erkende hengelfederatie :	
- Naam	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	
Persoon die deze aangifte ingevuld heeft * :	
- Naam	
- Postadres :	
- Telefoonnummer :	
- Email :	

* Indien verschillend van de voorzitter van de erkende hengelfederatie.

2. Lijst van de verenigingen aangesloten bij de federatie en adresgegevens van hun vertegenwoordigers

Benaming van de verenigingen	Adresgegevens van de verantwoordelijke			
	Naam, voornaam	Postadres	Telefoon	Email
Vereniging 1				
Vereniging 2				
...				

3. Omschrijving van de parcoursen waarvan de erkende hengelfederatie zelf houder is van het visrecht

3.1. Waterlopen

(Eén tabel per waterloop invullen)

Naam van de waterloop :			
Rechteroever (stroomopwaarts naar stroomafwaarts)	GPS-coördinaten van punt stroomopwaarts	GPS-coördinaten van punt stroomafwaarts	Lengte van de oever tussen deze twee punten (meters)
Traject 1			
Traject 2			
...			
Totale lengte op de rechteroever (meters) :			
Linkeroever (stroomopwaarts naar stroomafwaarts)	GPS-coördinaten van punt stroomopwaarts	GPS-coördinaten van punt stroomafwaarts	Lengte van de oever tussen deze twee punten (meters)
Traject 1			
Traject 2			
...			
Totale lengte op de linkeroever (meters) :			
Totale lengte (rechteroever + linkeroever) op de waterloop (meters) :			

3.2. Watervlakken vallend onder het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren

	Benaming	Gemeente waarin watervlak gelegen is	Oppervlakte (ha)	GPS-coördinaten van afvoer water uit watervlak
	Watervlak 1			
	Watervlak 2			
	...			
Totale opp. watervlakken (are) :				

4. Bijlagen

Afschrift van de formulieren ingevuld door de hengilverenigingen aangesloten bij de federatie.

Datum :

(handtekening van de voorzitter van de erkende hengelfederatie)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningregeling van de hengelfederaties.

Namen, 10 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN